

**Sauvez la SPM!**  
Pour continuer à travailler, nous  
avons besoin de votre don!

# VOICE

Le journal de la SPM | mars 2013 | numéro 1



## Situation des Roms au Kosovo

# La Suisse doit œuvrer en faveur des Roms au Kosovo

Depuis 2009, le Kosovo est considéré comme un «pays sûr». Les personnes qui appartiennent à une minorité victime de discrimination, notamment les Roms, les Ashkalis et les Egyptiens, y sont donc renvoyées par la Suisse, parfois même de force. Au Kosovo, les Roms sont abandonnés à leur propre sort. Vu la situation actuelle au Kosovo, la SPM exhorte la Suisse à renoncer au renvoi forcé des Roms. Cette dernière doit plutôt s'engager davantage en faveur de la protection des minorités.

La protection des minorités est une condition préalable fondamentale pour assurer aux personnes

membres d'une minorité un retour sûr et durable dans leur pays d'origine. Or, dans le jeune Etat qu'est le Kosovo, cette protection n'existe que sur le papier. Malgré les importantes sommes d'argent qui sont investies pour renforcer les structures étatiques et malgré les nombreux projets cofinancés par la Suisse, la situation des Roms, des Ashkalis et des Egyptiens (RAE) au Kosovo ne s'est que très peu améliorée. Le partenariat migratoire entre la Suisse et le Kosovo, mis en place en 2010, est un instrument supplémentaire qui pourrait être employé pour réagir à cette situation déplorable. Le «Memorandum of Understanding» signé en février 2010 par la Suisse et le Kosovo

Le camp de réfugiés d'Osterode (photo), qui se situe au nord de Mitrovica et est contaminé par le plomb, a été fermé peu avant Noël. La situation des Roms au Kosovo demeure cependant dramatique.

(Photo: Bernhard Sullivan)



**SOCIÉTÉ POUR  
LES PEUPLES  
MENACÉS**

souligne en effet que le partenariat migratoire a vocation à instaurer un dialogue constant et à développer un processus de réflexion commun entre les Etats signataires. Dans le cadre et dans l'esprit de ce partenariat, la Suisse aurait donc la possibilité d'adapter au mieux les conditions de renvoi et d'intégration des personnes qui doivent retourner au Kosovo.

### Minorités discriminées au lieu d'être réintégrées

Selon l'Office fédéral des migrations (ODM), la Suisse a rapatrié de force 661 personnes appartenant à une minorité depuis le début du partenariat migratoire, en 2010. Sur place, ces personnes dépendent uniquement des mesures de réintégration de l'Etat kosovare.

Fin novembre 2012, la SPM a retracé l'histoire de cinq familles de Roms qui ont dû quitter la Suisse depuis la mise en place du partenariat migratoire. Il ressort de ces études de cas que le soutien apporté aux personnes qui reviennent au Kosovo est tout à fait insuffisant, et que l'attribution même d'un soutien est arbitraire. Il n'existe visiblement pas de réglementation ni de pratique uniforme quant aux mesures de soutien ou d'aide à l'intégration destinées aux familles qui sont rapatriées de force. En outre, ces familles ne sont pas suffisamment informées des prestations auxquelles elles ont droit ni de quelle manière elles peuvent en faire la demande. Dans les familles de notre étude, la plupart des enfants ont passé l'essentiel voire l'intégralité de leur vie en Suisse, et ils ne parlent pas l'albanais. Par ailleurs, aucune des familles ne dispose d'un revenu régulier. Or, tant que les familles ne pourront pas compter sur une source de revenu durable, elles ne resteront pas au Kosovo. Cela ne tient pas seulement à l'absence de perspectives économiques, mais aussi à l'incertitude qui règne en matière de sécurité.



Photo: Bernhard Sullivan

**Situation précaire pour les Roms au Kosovo: la SPM exige que les Roms ne soient pas renvoyés au Kosovo jusqu'à nouvel ordre.**

Lorsque la SPM a cherché à revoir les familles de son étude en janvier 2013, elle n'en a retrouvé aucune. Elles avaient toutes à nouveau quitté le Kosovo. L'une d'entre elles se trouve actuellement chez des proches, en Macédoine, tandis que les quatre autres sont apparemment retournées dans des pays d'Europe de l'Ouest.

De leur côté, en janvier 2013, la Suisse et le Kosovo se sont assis à la table des négociations dans le cadre du partenariat migratoire. Impossible de savoir s'ils se sont penchés sur la situation lamentable qui est réservée aux personnes membres d'une minorité renvoyées de force au Kosovo. Mais une chose est sûre: l'Etat kosovare n'est actuellement pas en mesure d'assurer à ces personnes des conditions décentes de réintégration, ce qui correspond pourtant à une des dispositions centrales du partenariat migratoire. Si la volonté demeure néanmoins que l'instrument de pilotage que constitue le «partenariat migratoire» ne se résume pas à une farce, il appartient à la Suisse d'exiger de la part de son Etat co-partenaire qu'il mette en œuvre les mesures résultant de cet accord, de façon à assurer une réintégration réussie. Tant que la situation au Kosovo ne s'améliore pas, la Suisse doit quant à elle renoncer au renvoi forcé de Roms.

*Texte: Angela Mattli*

## Kosovo: Fermeture des camps de réfugiés contaminés par le plomb. Enfin.

Peu avant Noël, le dernier camp de réfugiés contaminé par le plomb, au nord du Kosovo, a enfin été fermé. Les six dernières familles qui se trouvaient dans le camp d'Osterode, des familles roms et ashkalis, ont pu emménager dans de nouveaux appartements, au nord de Mitrovica. Ce camp avait abrité jusqu'à 150 familles.

En tout, quatre camps de réfugiés, hébergeant environ 1400 Roms et Ashkalis, avaient été installés en 1999 sur ce

terrain contaminé, qui accueillait autrefois un complexe de fonderie de plomb. La SPM exigeait depuis 2001 la fermeture de ces camps en raison de la contamination du terrain. De nombreux réfugiés se plaignaient de problèmes de santé. Sur l'initiative de la SPM, un médecin environnemental a effectué en 2005 des examens sur des échantillons de cheveux et de sang des personnes concernées. Les conclusions étaient effrayantes: la quantité de plomb était au moins vingt fois

supérieure à la limite recommandée. Chez plusieurs enfants, elle était même 1200 fois supérieure à cette limite. La concentration élevée de métaux lourds dans le corps humain affecte les systèmes nerveux et immunitaire de façon irréversible et la croissance osseuse ainsi que la coagulation du sang sont également touchées. Chez les femmes, les fausses couches sont en outre fréquentes. La SPM salue le franchissement de cette étape, qui s'imposait depuis longtemps. (rm)

# Sauvez la SPM, afin que nous puissions continuer notre travail en faveur des droits humains!

Depuis bientôt 25 ans, la Société pour les peuples menacés œuvre en faveur des populations autochtones et des minorités. La survie de bon nombre de ces populations est sérieusement menacée. Souvent, c'est d'ailleurs leur propre gouvernement qui les opprime, les met sous pression voire même les chasse de leur territoire. La situation des communautés autochtones s'est dégradée à vue d'œil ces dernières années, en conséquence de la course aux matières premières. C'est pourquoi la SPM se doit d'être présente, aujourd'hui plus que jamais.

Les missions effectuées par la SPM ont été couronnées de succès et notre organisation a développé l'éventail de ses engagements et élargi son équipe avec minutie et intelligence. La SPM a pu financer cet accroissement d'activité grâce à de nombreux dons individuels et à des subventions versées par des fondations pour des projets spécifiques. Habitée à gérer avec soin les fonds limités dont elle dispose, la SPM investit la majeure partie de ses ressources financières dans ses activités.

## Ce qui a été accompli est en danger

Toutefois, tout ce qui a été accompli est maintenant en danger. La SPM a en effet découvert récemment qu'elle avait été victime d'un détournement de fonds substantiel (voir texte en bas), ce qui lui a porté un grave préjudice financier. La SPM a immédiatement porté plainte après la découverte de la malversation. L'enquête est désormais entre les mains des autorités de poursuite pénale.

Le comité, les collaborateurs et collaboratrices ainsi que de nombreux sympathisant-e-s sont choqué-e-s. Afin d'assurer la pérennité de la SPM, nous avons été obligés de prendre une série de mesures, dont certaines très drastiques: le budget en cours a dû être fortement réduit et les taux d'activité de collaborateurs et collaboratrices ont été cruellement réduits. De plus, nous avons été contraints de licencier une collaboratrice. Malgré tous ces efforts d'économies, l'avenir de la SPM n'est toujours pas assuré.

## Ensemble avec vous nous réussirons!

Nous avons urgemment besoin de la solidarité et de l'aide financière de nos membres, de nos donatrices et donateurs et de nos sympathisantes et sympathisants. Ce n'est qu'avec cet appui que nous pourrions surmonter les difficultés financières!

Passé le premier choc, l'optimisme commence à se faire sentir à nouveau. Maintenant plus que jamais, nous voulons poursuivre notre travail, car dans le monde entier, les peuples autochtones et les minorités dépendent de l'engagement solidaire d'organisations comme la SPM. Ces populations ne sauraient être les victimes d'un vol grossier.

Nous vous remercions donc infiniment pour votre générosité. Elle nous permettra de poursuivre notre travail auprès de ceux qui sont dans le besoin et de nous engager en faveur des personnes dont la vie est menacée, dont les voix restent inaudibles et dont les droits sont bafoués par des machinations économiques. Nous vous remercions du fond du cœur pour votre soutien!

Ruth-Gaby Vermot-Mangold, présidente  
Göpf Berweger, vice-président et cofondateur de la SPM  
Christoph Wiedmer, directeur

**P.S.:** Dans le mailing à l'attention des donateurs/membres que bon nombre d'entre vous a reçu fin février, nous n'avons pas évoqué le détournement de fonds. En effet, au moment de la finalisation du mailing, nous ne pouvions pas en parler en raison de la procédure judiciaire qui était en cours. En outre, il nous était impossible de prévoir, alors, quand est-ce que nous aurions le droit d'informer nos membres, nos donateurs et le public. Nous vous remercions de votre compréhension.

## Forte solidarité avec la SPM

L'annonce des importantes difficultés financières auxquelles est confrontée la SPM en raison du détournement de fonds a choqué de nombreuses personnes. Nous recevons des marques de solidarité, ce qui nous donne le courage de continuer à nous battre. Merci!



«La SPM se bat avec ferveur contre l'impunité, c'est pourquoi elle doit continuer à exister.»

**Dick Marty** ancien conseiller aux Etats et membre du Conseil de l'Europe



«Le cfd salue l'engagement de la SPM en faveur des droits humains, apprécie les informations fiables et fondées qu'elle fournit et collabore régulièrement et depuis de nombreuses années avec la SPM.»

**Cécile Bühlmann** directrice du cfd, ancienne conseillère nationale

## La SPM porte plainte

**La SPM est victime d'un détournement de fonds substantiel. Une procédure pénale a été ouverte contre le responsable présumé.**

Ces deux dernières années, des capitaux de la SPM ont été détournés avec habileté et une considérable énergie criminelle. Le comité et la direction ont fait appel à un avocat dès la découverte des transactions illégales. Ce dernier a porté plainte auprès du ministère public du canton de Berne, lequel a ensuite ouvert une procédure pénale. Celle-ci étant en cours, aucune information supplémentaire ne peut être divulguée à l'heure actuelle. Le comité et la direction ont pris des mesures pour assurer l'avenir de la SPM.

La fondation Zewo a été informée de l'affaire de détournement. La SPM renonce jusqu'à nouvel ordre au maintien du label de qualité Zewo.

## Metalor ne doit pas fuir ses responsabilités

**Metalor Technologies SA, la plus importante raffinerie suisse de métaux précieux, traite entre autres de l'or en provenance de Madre de Dios, au Pérou, l'une des régions où l'extraction de l'or est effectuée dans les pires conditions qui soient. La plus grande partie de cet or y est extraite illégalement. Metalor affirme que l'or qu'elle importe provient exclusivement de mines «légales». Si ces déclarations sont peut-être formellement vraies, il n'en demeure pas moins que les licences d'exploitation des orpailleurs ne fournissent en aucun cas une garantie quant à la fourniture d'un or «propre».**

L'un des plus gros problèmes liés à l'extraction de l'or, ce sont les petites exploitations indépendantes, telles que celles qui prospèrent dans la forêt tropicale péruvienne, dans la région de Madre de Dios. Les conséquences de cette activité sont catastrophiques pour la nature et l'environnement: déjà plus de 150 000 hectares de forêt tropicale ont été déboisés et d'énormes quantités de mercure, utilisées pour l'extraction, ont été relâchées dans l'environnement, ce qui met en péril la santé des orpailleurs et des populations locales, ces dernières n'étant même pas consultées sur ces sujets. Les affrontements violents entre petits exploitants et

forces de l'ordre sont monnaie courante. En outre, la grande pauvreté et le commerce de l'or favorisent l'exploitation des enfants et la prostitution. D'après l'hebdomadaire *Le matin dimanche* et le journal péruvien *El Comercio*, des enquêtes sont en cours contre plusieurs entreprises pour trafic de drogue, blanchiment d'argent et évasion fiscale dans la région de Madre de Dios.

### **Metalor achète de l'or provenant de Madre de Dios**

Les statistiques péruviennes sur les exportations montrent que Metalor Technologies SA, la plus grosse raffinerie suisse, achète de l'or provenant de la région de Madre de Dios. Au cours du quatrième trimestre 2012, Metalor s'est procuré auprès de deux fournisseurs au moins 466 kg d'or pour une valeur de plus de 20 millions de francs. Fin décembre 2012, un porte-parole de Metalor affirmait dans les quotidiens suisses allemands *Der Bund* et *Tages-Anzeiger* que tous les fournisseurs possédaient une licence d'exploitation et qu'ils extrayaient l'or légalement. Mais quelle est donc la valeur d'une telle licence?

Depuis l'année dernière, des bases légales ont été mises en place afin de régulariser la plupart des orpailleurs illégaux de la région de Madre de Dios. Certes, si



Photo: terre des hommes

le propriétaire d'une mine a acquis une concession reconnue au niveau national pour un terrain donné et une licence du ministère de l'énergie pour pouvoir extraire de l'or, il s'engage à respecter des standards environnementaux et à minimiser les agissements pouvant nuire à l'environnement. Ce que cela signifie concrètement reste toutefois assez flou. En outre, les autorités péruviennes ne disposent pas de suffisamment de personnel compétent pour pouvoir contrôler la mise

## La Suisse doit joindre la parole aux actes!

**La Suisse est l'un des pays instigateurs de la «Convention sur le mercure», adoptée en janvier dernier. Maintenant, elle doit joindre la parole aux actes.**

Sur l'initiative de la Suisse et de la Norvège, quelque 140 Etats ont adopté le 19 janvier la «Convention sur le mercure», qui vise à réduire fortement l'utilisation du mercure et à combattre la pollution causée par les déchets toxiques. La convention concerne également l'extraction de l'or, laquelle est responsable de près d'un tiers des émissions mondiales de mercure, de par les petites exploitations indépendantes.

La Suisse doit désormais assumer ses responsabilités car elle joue un rôle central dans le commerce de l'or. Si l'on additionne leurs productions, les quatre raffineries d'or que compte la Suisse transforment à elles seules au moins un tiers de tout l'or qui est extrait chaque année dans le monde. C'est pourquoi, maintenant

que la «Convention sur le mercure» a été signée, il appartient à la Suisse de montrer l'exemple en interdisant les importations «d'or sale» et en n'important et en ne transformant sur son sol plus que de l'or extrait sans générer d'émissions de mercure. C'est d'ailleurs l'une des revendications formulées par la SPM dans sa pétition «No dirty gold!». Franz Perez, le responsable de la délégation suisse de négociation, a publiquement exprimé son approbation pour toute décision qui irait en ce sens.

La Suisse doit par ailleurs collaborer avec les organisations locales afin de développer et de promouvoir, en partenariat avec les personnes travaillant dans les petites exploitations indépendantes, des méthodes d'extraction qui ne nécessitent pas l'emploi de mercure.

Texte: Eva Schmassmann

## Extraction d'or et traite des êtres humains



**Extraction d'or dans la région de Madre de Dios: les dommages causés à la nature et à l'espace de vie des peuples autochtones sont immenses.**

en œuvre de ces régularisations.

Metalor ne peut donc pas se contenter de faire valoir que l'or importé de Madre de Dios est officiellement légal. Les licences délivrées pour l'exploitation des mines au Pérou n'indiquent d'ailleurs nullement que cet or est «propre», sans compter que l'extraction dans cette région est liée à particulièrement beaucoup de conflits. Metalor doit cesser de feindre l'ignorance et enfin prendre ses responsabilités.

*Texte: Marianne Naeff*



La ville La Rinconada, située dans le département de Puno dans les Andes péruviennes, a régulièrement la une des journaux. Aujourd'hui, même la police péruvienne tire la sonnette d'alarme. Cette ville d'orpailleurs est devenue un centre de traite des mineurs. La raffinerie suisse de métaux précieux Metalor transforme également de l'or provenant de la Rinconada.

A 5400 mètres au-dessus du niveau de la mer, au pied d'un glacier, se trouve la petite ville de La Rinconada, où l'on extrait de l'or depuis des années, en partie illégalement. En 2011, 40 tonnes ont été produites, soit un quart de la production d'or péruvienne. Depuis que la valeur de l'or a repris des couleurs, on observe en parallèle une augmentation du nombre des petits orpailleurs. Poussés par la pauvreté économique, des milliers de personnes tentent leur chance dans la région aurifère. En 2007, La Rinconada comptait quelque 20 000 habitants. Selon les estimations, la population aurait atteint les 50 000 personnes en 2012. Pendant des dizaines d'années, les autorités de contrôle de l'Etat sont pour ainsi dire restées absentes de la région, La Rinconada a donc développé ses propres lois. Criminalité et impunité sont caractéristiques de ce lieu.

Les revenus de l'extraction d'or ne font cependant pas uniquement vivre les petits orpailleurs. L'implantation du commerce de l'or s'est accompagnée de la création d'une industrie du sexe avec des mineures. 4500 jeunes filles issues de communautés de paysans appauvries, dans le sud des Andes, sont contraintes à venir s'y prostituer. On les attire avec la promesse d'un emploi dans l'industrie hôtelière avant de les obliger à racoler les clients prêts à dépenser leur argent dans l'un des quelque 200 débits de boissons. Pour une somme équivalente à 35 dollars, les jeunes filles doivent faire le trottoir. Un commerce sordide au centre duquel se trouvent des enfants, et qui fleurit grâce au commerce de l'or.

### Le commerce de l'or en Suisse

La Suisse est un important partenaire commercial des petits orpailleurs de La Rinconada. Selon les statistiques commerciales péruviennes de 2011, l'entreprise aurifère péruvienne portant le même nom que la ville a exporté vers la Suisse de l'or pour une valeur de 448 millions de dollars américains. Pour le quatrième trimestre 2012, ces mêmes statistiques indiquent que Metalor Technologies SA, l'une des plus importantes raffineries d'or suisses, basée à Neuchâtel, a acheté quelque 838 kilogrammes d'or en provenance de La Rinconada, pour une valeur d'environ 42 millions de dollars. Metalor veille ainsi à ce que le commerce de l'or sale continue à prospérer dans la ville andine.

*Texte: Golda Fuentes*

## «Vacances de rêve» sur un champ de bataille

Les violations des droits humains se poursuivent encore et toujours au Sri Lanka. Le gouvernement continue de refuser d'enquêter sur les crimes de guerre et l'armée construit des hôtels à côté de champs de bataille. Cela n'empêche pas l'éditeur de guides de voyage britannique «Lonely Planet» de faire figurer le Sri Lanka parmi les top destinations de vacances pour 2013.

Depuis novembre dernier, l'armée sri lankaise vante les mérites du nouveau complexe hôtelier «Lagoon's Edge» au nord du Sri Lanka. Le président et commandant en chef de l'armée, Mahinda Rajapaksa, a ainsi inauguré l'hôtel en personne fin novembre. Ce village de vacances a été conçu pour les vétérans de guerre désireux de voir le lieu où a été tué Vellupilai Prabhakaran, le leader des Tigres tamouls. Le site offre également un panorama sur les «Killing Fields», la ligne de front des derniers mois particulièrement meurtriers de la guerre. Des centaines de milliers de Tamouls ont été parqués dans cette zone de 14 kilomètres carrés et soumis à de violents tirs d'artillerie. Selon les estimations de l'ONU, 40 000 civils au moins ont été massacrés, un fait que le gouvernement conteste jusqu'à aujourd'hui. De nombreux criminels de guerre présumés sont toujours au pouvoir et occupent des fonctions stratégiques au sein du gouvernement ou en tant que représentants diplomatiques.

### L'armée de l'air transporte des touristes

Le gouvernement promet à tout prix l'image du Sri Lanka comme paradis de vacances. L'éditeur de guides de voyage «Lonely Planet» s'est de toute évidence laissé impressionner par la propagande, au point de faire figurer le Sri Lanka parmi les top destinations de vacances pour 2013. Une distinction qui s'avère problématique à plusieurs égards: les touristes visitant le Sri Lanka courent le risque de soutenir des criminels de guerre présumés. Car l'armée fait



Photo: Lagoon's Edge (Facebook)

Le président sri lankais Mahinda Rajapaksa lors de l'inauguration du «Lagoon's Edge» fin novembre 2012.

également office de tour-opérateur, aucune distinction claire entre les entreprises privées, l'armée et le gouvernement n'existant au Sri Lanka. Helitours, la branche commerciale de l'armée sri lankaise, propose par exemple des vols intérieurs. «Lonely Planet» mentionne Helitours à plusieurs reprises dans la dernière version du guide, sans remettre en question d'aucune manière l'amalgame entre l'armée et l'entreprise privée. Le texte de fond sur le Sri Lanka se limite à expliquer que la guerre est terminée et passe sous silence la dramatique situation des droits humains dans le pays.

La SPM a confronté le «Lonely Planet» par rapport aux reproches qu'elle formulait à son encontre, et elle peut se féliciter d'un premier succès: la société britannique a annoncé qu'elle allait avancer la publication de sa nouvelle édition du guide de voyage sur le Sri Lanka et qu'elle y évoquerait les évolutions actuelles quant à la situation dans le pays.

Texte: Jessica Fuchs

## Juge indépendante destituée

Shirani Bandaranayake, juge en chef à la Cour suprême du Sri Lanka, a été destituée à mi-janvier par le président sri lankais Mahinda Rajapaksa. Mme Bandaranayake avait la réputation d'une juge indépendante prenant au sérieux les plaintes relatives aux



Shirani Bandaranayake  
Photo: S. Bandaranayake (Wikipedia)

violations des droits humains. Son indépendance lui a apparemment été fatale. Le président Rajapaksa a délibérément ignoré la séparation des pouvoirs lors de cette destitution et a nommé Mohan Peiris, fidèle au pouvoir, comme successeur.

Peiris est une vieille connaissance de la SPM: il s'est prononcé contre une enquête indépendante sur les crimes de guerre au Conseil des droits de l'homme à Genève et s'est défini comme un tenant

de la ligne dure lors d'un débat de la SPM en novembre 2011. A cette occasion, il a qualifié le documentaire «Killing Fields» de la chaîne de télévision «Channel 4» sur la guerre au Sri Lanka de conspiration internationale contre son pays. Au cours du conflit, aucun crime de guerre ne peut être imputé à l'armée, a-t-il également affirmé il y a un peu plus d'une année lors du débat organisé par la SPM. (am)

## Retour risqué pour les Tamouls

Un nombre sans cesse croissant de personnes renvoyées d'Europe sont arbitrairement emprisonnées ou torturées. Le quotidien britannique «The Guardian» a publié l'été dernier l'histoire d'un rapatrié qui a dû endurer des mauvais traitements très graves de la part des autorités sri lankaises après son arrivée dans le pays. En février 2012 déjà, Human Rights Watch (HRW) avait documenté huit cas d'emprisonnements et de tortures arbitraires envers des demandeurs d'asile expulsés. La Suisse poursuit également les renvois au Sri Lanka et ce bien que le Conseil fédéral, dans sa réponse à l'interpellation du Conseiller national Martin Naef (PS/ZH), reconnaisse que «tout particulièrement les représentants des médias critiques à l'égard du gouvernement, les militants des droits humains, collaborateurs d'organisations non gouvernementales, politiciens de l'opposition ou anciens membres des Tigres de libération de l'Eelam tamoul (LTTE) puissent craindre des intimidations ou des arrestations arbitraires».

A la question de savoir comment il était possible de s'assurer que les citoyens sri lankais renvoyés de Suisse ne risquent pas d'être victimes de répressions ou de torture à leur retour, le Conseil fédéral s'est simplement contenté de répondre: «L'Office fédéral des migrations (OFM) n'a pas eu connaissance de tels cas.» (rm)

## 1er avril 2013: Marche de Pâques à Berne

«Main dans la main pour une politique d'asile plus humaine», telle est la devise de la traditionnelle marche de Pâques qui se déroulera lundi de Pâques à Berne. L'édition de cette année entend ainsi manifester un signe contre les durcissements constants de la loi sur l'asile. La SPM soutient elle aussi la marche de Pâques. Le parcours départ à 13h à Eichholz à Wabern et arrive à 14h30 à la Münsterplatz à Berne.

Plus d'informations: [www.marchedepaques.ch](http://www.marchedepaques.ch)



## En bref

### Maya Graf, présidente du Conseil national, à la place du conseiller fédéral Didier Burkhalter

Le conseiller fédéral Didier Burkhalter a refusé de recevoir le Dalaï-lama, qui sera en visite en Suisse au mois d'avril prochain. Le conseiller fédéral a justifié son refus en indiquant que la Suisse n'entretenait pas de relations diplomatiques avec le gouvernement tibétain en exil. Manifestement, à l'heure où un accord de libre-échange doit être discuté avec la Chine, le Conseil fédéral ne veut pas entraver ses relations avec le gouvernement chinois. A la place de M. Burkhalter, Maya Graf, la présidente du Conseil national, va recevoir le Dalaï-lama.

### Accord de libre-échange avec la Chine: Action de la plateforme Chine au forum de Davos

En marge du forum économique mondial de Davos, la plateforme Chine, une coalition d'ONG dont fait également partie la SPM, a remis au ministre fédéral de l'Économie Johann Schneider-Ammann, une pétition signée par plus de 23 000 personnes. Cette pétition exige du Conseil fédéral que l'accord de libre-échange avec la Chine contienne des dispositions contraignantes sur la protection des droits humains et des droits du travail, en particulier sur les normes fondamentales telles que liberté syndicale, interdiction du travail forcé et du travail des enfants, interdiction de toute discrimination.

La plateforme Chine exige également la création d'une commission chargée de contrôler leur mise en œuvre et la mise en place d'une procédure clairement définie en cas de violations des normes du travail ou des droits humains.

## VOICE

**Impressum:** VOICE 1/2013, mars 2013 **Editrice:**

Société pour les peuples menacés, Schermenweg 154, 3072 Ostermundigen, 031 939 00 00, [info@gfbv.ch](mailto:info@gfbv.ch), [www.gfbv.ch](http://www.gfbv.ch) **Rédaction:** Reto Moosmann (rm)

**Collaboratrices pour ce numéro:** Angela Mattli (am), Jessica Fuchs (jf), Marianne Naeff (mn), Eva Schmassmann (es), Golda Fuentes (gf) **Parution:** semestrielle

**Tirage:** 1500 exemplaires **Impression:** gdz AG, Zurich; imprimé sur Plano Speed («FSC Mix») **Abonnement:** 30 francs par an **Cotisation:** dès 60 francs par an

## Les droits humains doivent figurer au programme!

La Suisse et les pays de l'AELE négocient depuis deux ans un accord de libre-échange avec l'union douanière Russie-Biélorussie-Kazakhstan. Ces négociations figuraient également à l'ordre du jour de la rencontre entre le premier ministre russe Dmitri Medvedev et le conseiller fédéral Johann Schneider-Ammann, chef du département de l'Economie, en marge du Forum économique mondial (WEF) de Davos de cette année. Avant la rencontre, la SPM a appelé M. Schneider-Ammann à parler au préalable de la situation des droits humains en Russie. La SPM a également exigé, dans une lettre au ministre de l'Economie, que des dispositions contraignantes relatives aux droits humains figurent expressément dans l'accord de libre-échange.

Depuis l'entrée en fonctions du président russe Vladimir Poutine en février 2012, la situation des militants des droits humains, des médias critiques à l'égard du régime et des membres de l'opposition politique s'est à nouveau considérablement détériorée. Ainsi que le montre l'étude de la SPM de novembre 2012, les disparitions forcées de critiques du régime, la torture systématique dans les prisons ou les homicides arbitraires de terroristes présumés au Daguestan, en Tchétchénie et en Ingouchie sont monnaie courante.

C'est la raison pour laquelle il est clair aux yeux de la SPM qu'un accord de libre-échange avec la Russie ne peut être conclu que si la situation des droits humains en Russie s'améliore significativement. (rm)



Photo: Droit sans frontières

### Manif au Forum économique mondial de Davos

224 jours exactement après le dépôt de la pétition «Droit sans frontières» munie de 135 000 signatures, des activistes d'une large coalition d'œuvres d'entraide et d'ONG (parmi lesquelles la SPM) ont manifesté lors du forum de Davos pour appeler le Conseil fédéral et le Parlement à se préoccuper enfin que les entreprises suisses soient obligées de respecter les droits humains et les normes environnementales dans le monde entier.

### Appel international du chef Raoni

## Combat contre la destruction de l'Amazonie

Le 10 décembre, dans le cadre de la Journée mondiale des droits de l'homme, trois chefs des Kayapo, Raoni (au centre), Megaron (à droite) et Bemoro, ont demandé le soutien de la communauté internationale lors d'une conférence de presse à Genève. Les Kayapo se battent depuis 20 ans pour une utilisation respectueuse des ressources naturelles de l'Amazonie. Les projets contestés de barrages comme celui de Belo Monte, l'agriculture intensive et l'intention du gouvernement brésilien d'ouvrir également les territoires indigènes protégés à l'exploitation minière mettent en danger les conditions d'existence des Kayapo.

Les chefs Kayapo ont été reçus également par Navi Pillay, haut-commissaire de l'ONU aux droits de l'homme ainsi que par des représentants des autorités suisses. La semaine précédente, les Kayapo avaient rencontré le président français François Hollande. La délégation de l'Amazonie a séjourné en Europe à l'invitation de la SPM et de l'ONG française «Planète Amazonie». (rm)



Photo: Christian Bosshard